
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 21/2 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.2.58933

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

d'ouvrages variés et la fondation d'instituts de recherche d'histoire régionale, en Thuringe et plus encore en Hesse, où Marbourg et Gießen se sont affrontées dans des entreprises concurrentes, conduites par les historiens Stengel et Aubin. Mais il faut noter que cet effort de compréhension de la réalité régionale n'a pas abouti sur le plan politique: les quelques modifications territoriales entreprises (unification de la Thuringe en 1920, rattachement de diverses enclaves) n'ont été conduites qu'au nom de la rationalisation économique et administrative, sans grand souci des déterminants historiques et culturels. Quant aux projets les plus ambitieux qui voulaient constituer une «Franconie occidentale» ou un Land d'Allemagne moyenne, ils ont été vivement repoussés par les États qui craignaient d'être dilués dans ces grands ensembles.

On ne peut donc que regretter, après cette belle communication, que la période moderne et contemporaine n'ait pas été mieux représentée dans ce colloque qui nous a semblé en outre manquer quelque peu d'homogénéité.

Jean-Luc LE CAM, Quimper

Manfred RUDERSDORF, Ludwig IV. Landgraf von Hessen-Marburg 1537–1606, Landesteilung und Luthertum in Hessen, Mainz (Verlag Philip von Zabern) 1991, VIII–321 p. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, 144).

La connaissance en France de l'histoire des territoires constitutifs de l'Empire est très peu répandue; les deux volumes de Bernard Vogler, «Le monde germanique et Helvétique à l'époque des Réformes 1517–1618» ont apporté des notions utiles et des cartes qui permettent une orientation; d'autre part les études publiées à l'occasion du quatrième centenaire de la Haute Ecole de Strasbourg ont amené à comparer notamment les universités de diverses villes dépendant de l'Empire. L'auteur même du présent ouvrage a lui-même publié en collaboration avec M. Schilling une étude dans le «Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français» (1989 pp. 70–79), traitant notamment de Marbourg.

Le présent ouvrage consacré à la Hesse apporte des éléments particulièrement intéressants sur le processus de morcellement des états par successions et d'autre part sur les changements de confession, ces deux aspects sont d'ailleurs mis en évidence dans le sous-titre.

Les connaissances courantes sur la Hesse sont relatives au Landgrave Philippe le Magnanime en raison de sa participation à la Ligue de Smalkalde et la création de l'Université de Marbourg (Philippsuniversität) et d'autre part au Landgrave Guillaume correspondant de François Hotman qui le renseigne sur la situation en France à l'époque de la Saint Barthélemy. L'appartenance de la Hesse au Calvinisme est également attestée par la participation d'une délégation au Synode de Dordrecht, ce territoire envoyant aussi une délégation pour la «Correspondance de Wedderau». La carte jointe au volume montre clairement la complication des partages de territoires. L'étude de Gerhard Menk au Colloque de Marbourg en 1987 sur les élites urbaines ne faisait pas état des vicissitudes politiques de la ville de Marbourg.

Le plan est dans l'ensemble chronologique: le chapitre premier situe les problèmes auxquels l'auteur va s'attacher, c'est-à-dire ceux concernant spécialement le Landgrave Louis IV.

Le chapitre deuxième retrace le rôle du Landgrave Philippe et on notera spécialement l'étude des rapports du Landgrave et de l'empereur Charles Quint; les problèmes religieux sont bien cernés.

La jeunesse du Landgrave Louis est retracée au chapitre troisième; on y voit notamment les problèmes des divisions territoriales liées aux branches de familles plus ou moins dispersées.

Dans les chapitres IV et V on voit les rapports du Landgrave avec le Wurtemberg; avouons qu'on y perd quelque peu pied devant la complexité des relations envisagées; on trouve des membres de la famille de Hesse dans des régions diverses qui leur sont échues par des partages familiaux.

Au chapitre VI on voit le fonctionnement d'une principauté, la Hesse Marbourg; l'organisation administrative et religieuse est affirmée; des fonctionnaires apparaissent avec des rôles précisés. Le chapitre VII est particulièrement consacré au problème religieux; à quelle confession va être rattachée la Hesse? Quel est le rôle de la Faculté de théologie de Marbourg? L'auteur insiste dans ce chapitre sur la question de la »Seconde Réformation« pour caractériser les nouvelles tendances des églises luthériennes dans cette période du début du XVII^e siècle.

Ce volume constitue une contribution importante à l'étude de l'évolution des structures religieuses dans l'Europe; on évitera les simplifications exagérées sur les divisions religieuses qui aboutissent à des solutions souvent difficiles à définir.

Une importante bibliographie accompagne l'ouvrage dont l'utilisation est facilitée par un index des personnes et des lieux.

Michel REULOS, Paris

Johannes ARNDT, Das Fürstentum Lippe-Detmold im Zeitalter der Französischen Revolution 1770–1820, Münster (Waxmann) 1992, 547 S.

Basierend auf den Beständen des Staatsarchivs Detmold zeichnet die überaus materialreiche, von Winfried Schulze betreute Dissertation vornehmlich aus der Regierungsperspektive »den lippischen Entwicklungsweg vom aufgeklärt-absolutistisch regierten Territorium des Alten Reiches zum bürgerlich-bürokratisch geprägten Mitgliedstaat des Deutschen Bundes« nach. Zunächst werden die Grundstrukturen politischer Herrschaft beschrieben, das Verhältnis zum Reich und Deutschen Bund und zu den benachbarten Territorien ebenso untersucht wie die Beziehungen zwischen Landesherrschaft und Landständen und ihre erst 1836 durch die neue Verfassung entschärften Auseinandersetzungen nach 1815. Weitere Abschnitte beschäftigen sich mit der Behörden- und Gerichtsverfassung, der Beamtenschaft, dem Steuerwesen und der Politik der einzelnen lippischen Regenten, wobei die diversen, die Modernisierung vorantreibenden Reformprojekte der Fürstin Pauline, ihre gelungene Sanierung der Staatsfinanzen und ihr geschicktes Taktieren in napoleonischer Zeit besondere Aufmerksamkeit verdienen, jedoch auch die Defizite ihrer Regierungspolitik mit eher negativen langfristigen strukturellen Folgen für das Land zu bilanzieren bleiben. Trotz kleinerer innerstädtischer Konflikte und einer bäuerlichen Petitionsbewegung während der Verfassungsberatungen nach 1815 verwundert es kaum, daß Lippe nicht zu den Territorien mit Revoltentradition gehörte und eine »eher gemäßigte politische Grundhaltung der Untertanen« einer »vergleichsweise untertanenfreundlichen Grundhaltung der herrschenden Stände entsprach«.

Im zweiten Hauptteil entwickelt der Autor ein breites Panorama der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Verhältnisse in einem stark von traditionellen Strukturen, Landwirtschaft und dem überaus krisenanfälligen Leinengewerbe geprägten Territorium und spannt dabei einen weiten thematischen Bogen zum Sozialwesen, das in Lippe einen vergleichsweise hohen Standard aufwies. Abschließend läßt Arndt die kirchliche und kulturelle Entwicklung bis zu Publizistik, Theater, Volkskultur und Brauchtum Revue passieren. Insgesamt präsentiert die informative Fallstudie, die vielleicht gelegentlich noch stärker von der deskriptiven zur analytischen Ebene hätte voranschreiten können, das Bild eines kleinräumigen, überschaubaren und vergleichsweise stabilen Fürstentums, das nach 1815 mit seiner ungebrochenen landständischen Verfassungswirklichkeit größere Affinität zu den ostdeutschen als zu den süddeutschen Territorien aufwies.

Wolfgang MÜLLER, Kaiserslautern